



Par

**MICHÈLE  
COTTA**

## Sans baguette magique

Le deuxième tour a confirmé le premier. La République en marche ! obtient seule la majorité absolue, tandis que ses alliés du Mo-dem confortent leur position. Les six ministres qui avaient mis leur mandat en jeu sont tous réélus. Emmanuel Macron a gagné la partie.

Le PS, le LR, la France insoumise et le FN, d'une voix pour une fois unanime, avaient tenté entre les deux tours d'éviter une victoire écrasante de La République en marche ! à l'Assemblée nationale, mettant en garde les

électeurs contre une trop grande concentration des pouvoirs entre les mains d'Emmanuel Macron. « *Ne pas donner toutes les clés* » au Président et à son Premier ministre, c'était le thème essentiel de la campagne menée entre les deux tours par François Baroin, relayée par la phrase un peu surprenante de la part de Jean-Luc Mélenchon : la France n'est pas la Russie. Leur argument, semble-t-il, n'a été que très partiellement entendu. Mais entendu tout de même. L'Assemblée nationale ne sera

donc pas monocolore, même si La République en marche ! et ses alliés, sont près de 65 % environ à occuper les banquettes rouges de l'hémicycle. Ce n'est pas le record établi sous la V<sup>e</sup> République : en 1958, la majorité de droite détenait 82 % des sièges de députés. Après les élections de 1993, elle avoisinait les 85 %. Il n'en demeure pas moins que,

*« C'est une aventure politique inconnue depuis 1958. »*

dans la France actuelle, un Parti, qui n'existait pas l'année dernière à la même époque, dont le chef de file était à peine connu des Français, a raflé, en quelques mois, le plus grand nombre de sièges. C'est une aventure politique inconnue depuis 1958.

Il reste que les Républicains, qui craignaient de perdre la moitié de leurs députés, soupirent presque de soulagement : avec près de 130 élus, et non pas la petite centaine à laquelle ils se résignaient, ils représentent la force d'opposition la plus importante. .

Tandis que le Parti socialiste, quoique en mesure de constituer un groupe à l'Assemblée nationale, sort laminé de la consultation électorale, au point que son Premier secrétaire, Jean-Christophe Cambadélis, a démissionné dès 20 heures. Stéphane le Foll et Manuel Valls, de justesse, résistent au grand chambardement. Encore n'avaient-ils pas, face à eux,

de candidats REM. C'est pour les plus petites formations, le Front national avec la victoire de Marine Le Pen, de Gilbert Collard et de Louis Aliot et la France insoumise, avec celle de Jean-Luc Mélenchon sortent leur épingle du jeu. Le premier ne parvient pas à disposer d'un groupe à l'Assemblée nationale, la seconde y parviendra.

Débarqueront donc dès demain au Parlement, encadrés certes par quelques anciens venus du monde politique, des novices La République en marche ! dont beaucoup de femmes. Il faudra rapidement donner aux nouveaux venus de la société civile leur feuille de route ainsi que le mode d'emploi de leur nouvelle existence. Quant à Emmanuel Macron, la victoire massive leur donne désormais des responsabilités accrues : ceux qui ont voté pour ses candidats mais aussi ceux qui se sont résignés à leur victoire attendent un passage à l'acte immédiat. Jusqu'ici, il a marché sur les eaux. Il ne reste plus qu'à faire. Sans baguette magique.